

Unité inter-départementale Anjou Maine
Pôle Risques Chroniques

Saint-Barthélemy-d'Anjou, le 31/05/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/03/2023

Contexte et constats

Publié sur



GALVA ANJOU TOURAINE

ZI route de Tours
15 rue du Moulin de Grolleau
49490 Noyant-Villages

Références : 2023-235_GALVA ANJOU TOURAINE_INSP_RAP
Code AIOT : 0006303313

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/03/2023 dans l'établissement GALVA ANJOU TOURAINE implanté ZI route de Tours - 15 rue du Moulin de Grolleau Noyant 49490 Noyant-Villages. L'inspection a été annoncée le 01/03/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection du 21 mars 2023, s'inscrit dans le cadre de l'action régionale "Gestion de crise - Confinement". Elle a été également l'occasion de faire le point sur les suites de la visite précédente du 15 décembre 2021.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GALVA ANJOU TOURAINE
- ZI route de Tours - 15 rue du Moulin de Grolleau Noyant 49490 Noyant-Villages
- Code AIOT : 0006303313
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société GALVA ANJOU TOURAINE, située à Noyant, commune déléguée de Noyant Villages, exploite un atelier de galvanisation à chaud essentiellement pour le traitement de pièces de mobilier urbain, sous couvert d'un arrêté préfectoral d'autorisation en date du 26 juillet 2002.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- action régionale "gestion de crise - confinement"
- suites de la précédente visite du 15/12/2021

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Constats hors points de contrôle

* Proximité d'un site Seveso seuil bas – Effets domino (constat du 15/12/21):

L'exploitant est voisin de l'établissement CARPENTER classé Seveso seuil bas situé à environ 15 m des limites de propriété (les premières installations de la société CARPENTER étant à environ 30 m des limites du site, et inversement le bâtiment du site (abritant les installations) étant situé à environ 110 m des limites de propriété de la société CARPENTER, sans limite de propriété commune entre ces 2 exploitants (la rue du Moulin de Groleau séparant les 2 sites).

Lors de la visite de 2021, il n'avait pas été constaté la présence de matières combustibles sur la zone extérieure, dans la direction de la société CARPENTER. Les abords de la mare située au sud du site (zone la plus proche de CARPENTER) avait été entièrement débroussaillée. Il était demandé à l'exploitant de continuer à limiter le plus possible la présence de matières combustibles, de sources d'ignition d'incendie et de végétation, à proximité de la limite de propriété avec ce dernier.

Lors de la visite de 2023, l'inspection a constaté que l'exploitant avait respecté les demandes listées ci-dessus.

* Proximité d'un site Seveso seuil bas – Effectif présent (constat du 15/12/21):

Dans la dernière étude de dangers (EDD) de CARPENTER, l'exploitant GALVA ANJOU TOURAINE avait été identifié dans les enjeux à proximité. Aucun effectif n'était toutefois mentionné dans l'EDD.

Lors de la visite de 2021, l'exploitant avait indiqué que 25 personnes (personnel, clients, prestataires, ...) étaient susceptibles d'être présentes sur son site. Selon l'exploitant, il n'y avait jamais eu de contact avec CARPENTER sur ce sujet. Il était demandé à l'exploitant de tenir informé la société CARPENTER de l'effectif existant.

Lors de la visite de 2023, l'exploitant a indiqué que le nombre maximal de personnes susceptibles d'être présentes sur son site était toujours à hauteur de 25. Par courriel du 23/03/2023 (transmis à l'inspection), l'exploitant en a informé CARPENTER, qui a accusé réception de l'information (cf. courriel du 24/03/2023).

Bilan des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Confinement des eaux d'extinction	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 9-alinéa 1	/	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Moyens externes de défense contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 26/07/2002, article 6.4-alinéa 2	/	Sans objet
3	Déclencheur d'alarme	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6.I-alinéa 3	/	Sans objet
4	Limiteur de remplissage de la cuve enterrée	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6.II-alinéa 10	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant devra mettre en place un dispositif de confinement des eaux d'extinction d'incendie.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Moyens externes de défense contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/07/2002, article 6.4-alinéa 2
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Oui
Prescription contrôlée : La défense contre l'incendie est assurée par une réserve d'eau de 240 m ³ au moins au bord de laquelle est aménagée une aire stabilisée d'aspiration d'une surface minimale de 32 m ² [...].
Constats : <p>* Concernant les besoins en eaux d'extinction, le débit nécessaire avait été évalué en 2016 à 180 m³/h, suite à l'extension de l'atelier de production.</p> <p>Par courriel du 06/04/2021, l'exploitant avait transmis un calcul D9 révisé (coefficient additionnel relatif à la hauteur de stockage ramené de +0,5 (jusqu'à 30 m) à +0,1 (jusqu'à 8 m)), affichant un débit requis de 150 m³/h, soit un volume de 300 m³ pour 2h d'intervention des secours. Lors de la visite, l'inspection a constaté que la hauteur maximale de stockage de 8 m était respectée.</p> <p>Par courriel du 13/03/2023, l'exploitant a transmis un nouveau calcul D9 révisé (prise en compte du risque faible pour une partie de l'atelier, car surface significative sans charge combustible), affichant un débit requis de 90 m³/h, soit un volume de 180 m³ pour 2h d'intervention des secours. Pour ce nouveau calcul D9, 2 zones distinctes ont été considérées: une zone "activité de galvanisation" de 814 m² ayant un risque 1 et une zone "libre de stockage" de 1262 m² ayant un risque faible. Toutefois, l'exploitant n'a pas transmis de plan coté (avec délimitation des 2 zones) permettant de justifier des surfaces prises en compte, et de valider le critère de risque faible dans la zone "libre de stockage". Par ailleurs, l'inspection a constaté à certains endroits de l'atelier (qui feraient partie de la zone "libre de stockage", selon l'exploitant) la présence de matières combustibles (palettes, caisses en bois, ...).</p> <p>* Concernant les moyens en eaux d'extinction d'incendie, la défense incendie est assurée par le poteau d'incendie (PI) n°7666 situé à environ 120 m du site, et par une mare sur le site. Le PI n°7666 délivre 108 m³/h (cf. attestation de la mesure réalisée le 02/10/2020), soit un volume de 216 m³ pour 2h d'intervention des secours. Par ailleurs, l'exploitant a indiqué qu'il avait fixé un niveau minimal de remplissage de la mare en dessous duquel une réalimentation depuis le réseau AEP est effectué par ses soins. Le niveau minimal retenu est de 1,00 m correspondant à un volume de 155 m³ (d'après le jaugeage calculé par la société Adequatic, suite à un relevé bathymétrique réalisé le 20/01/2022). Ainsi, les moyens en eaux d'extinction d'incendie s'élèvent à 371 m³ (supérieurs aux 180 m³ requis d'après le calcul D9 de 2023, mais également supérieurs aux 300 m³ requis d'après le calcul D9 de 2021 dans l'attente des justificatifs du calcul D9 de 2023).</p> <p>Les moyens en eaux d'extinction d'incendie sont donc en adéquation avec les besoins.</p> <p>Lors de la visite, l'inspection a constaté sur l'échelle limnimétrique que le niveau d'eau de la mare était de 2,40 m correspondant à un volume de 770 m³ (supérieur au volume minimal de 155 m³ annoncé par l'exploitant), ainsi que la présence du tuyau permettant d'alimenter en eau la mare, en cas de besoin.</p> <p>* Concernant l'aire de stationnement, l'inspection a constaté lors de la visite, la présence d'une aire stabilisée pour le stationnement de 2 camions pompes en bordure de la mare (conformément à l'avis du SDIS du 29/05/2016).</p>
Observations : → L'exploitant transmettra les éléments justifiant du calcul D9 de 2023, en tenant compte des remarques formulées supra.
L'exploitant a indiqué qu'une demande de référencement de la mare comme point d'eau d'incendie allait être effectuée, dès réception et mise en place de la signalisation adaptée. → L'exploitant justifiera du référencement par le SDIS de sa mare comme point d'eau d'incendie.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Confinement des eaux d'extinction

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 9-alinéa 1
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Oui
<p>Prescription contrôlée : L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, sont collectées grâce à un bassin de confinement ou un autre dispositif équivalent. [...].</p>
<p>Constats : Lors de la visite de 2021, l'exploitant avait transmis un calcul D9A affichant un volume d'eau à confiner de 240 m³, qui prenait en compte un coefficient de 20% d'évaporation (valeur extraite d'une étude selon l'exploitant). L'inspection avait informé l'exploitant que le guide D9A ne prévoyait pas l'utilisation d'un coefficient d'évaporation des eaux d'extinction et que son calcul D9A devait être révisé en conséquence.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant indiquait qu'il avait choisi de confiner les eaux d'extinction dans l'atelier qui forme en lui-même une rétention. Il ajoutait que cette rétention avait un dénivelé de 20 cm par rapport à l'extérieur, sur une surface de 1 675 m². Il concluait ainsi que le volume utile de confinement était de 335 m³, supérieur au volume requis. L'inspection avait informé l'exploitant qu'il n'avait pas fourni de plan coté permettant de justifier de la surface prise en compte, que le dénivelé n'était pas uniforme sur l'ensemble de l'atelier, et qu'il pouvait en certains endroits être bien inférieur aux 20 cm annoncés par l'exploitant (constaté sur site), et que l'encombrement à l'intérieur des locaux n'avait pas été pris en compte. L'inspection avait demandé à l'exploitant de transmettre un calcul révisé du volume utile en conséquence, accompagné des éléments d'appréciation nécessaires.</p> <p>Lors de la visite de 2023, l'exploitant a transmis un calcul D9A affichant un volume d'eau à confiner de 231 m³, prenant en compte un besoin en eaux d'extinction sur 2h de 180 m³. Ce volume est issu du calcul D9 révisé de 2023, dont la justification est attendue (cf. constat n°1). Par ailleurs, la surface de 5112,33 m² prise en compte pour la détermination du volume d'eau lié aux intempéries n'est pas expliquée (absence de plan délimitant la zone de drainage).</p> <p>→ L'exploitant transmettra les éléments justificatifs attendus dont les plans cotés avec <u>délimitation</u> des différentes zones (2 zones du calcul D9, zone de drainage, zones de stockages de matières combustibles), ainsi que les calculs D9 et D9A révisés le cas échéant.</p> <p>Concernant la solution de confinement, l'exploitant a indiqué qu'il envisageait finalement une solution à l'extérieur du bâtiment (au nord de l'atelier) : création d'un bassin, collecte des eaux ruisselant sur les surfaces extérieures via le réseau EP existant, création d'un conduit permettant l'écoulement gravitaire des eaux d'extinction de l'intérieur du bâtiment vers le bassin. D'après le plan transmis par l'exploitant, la capacité de confinement du bassin est affichée à 348 m³. L'exploitant a indiqué que le plan correspondait à une 1ère ébauche du dispositif, et que l'étude associée devait être approfondie. Par ailleurs, il est prévu hors période de crise, que le bassin collecte les eaux pluviales (EP) et les renvoie vers le point de rejet EP existant du site. L'inspection a signalé à l'exploitant qu'il devait alors prévoir un dispositif d'obturation des réseaux pour empêcher le rejet d'eaux susceptibles d'être polluées en cas d'incendie, ainsi qu'une procédure associée.</p> <p>A ce jour, le site ne dispose toujours pas de solution opérationnelle de confinement des eaux d'extinction incendie, alors qu'un dispositif de confinement est imposé par l'arrêté ministériel du 30/06/2006 depuis le 01/10/2007.</p> <p>→ L'inspection propose au préfet de mettre en demeure l'exploitant de se conformer aux dispositions de l'article 9 – alinéa 1 de l'AM du 30/06/2006, dans un délai de 6 mois, en mettant en place un dispositif de confinement répondant aux besoins de confinement du site. Il est proposé de fixer une échéance intermédiaire dans la mise en demeure, en demandant sous un délai de trois mois la transmission d'un dossier présentant la solution retenue pour le confinement des eaux d'extinction d'incendie, accompagnée des éléments d'appréciation nécessaires (plan de géomètre de l'ensemble du dispositif de confinement avec représentation des réseaux et du point d'obturation, descriptif du fonctionnement du dispositif hors et pendant période de crise,</p>

procédures associées, modalités de collecte des eaux d'extinction d'incendie (depuis l'intérieur du bâtiment, la toiture, les surfaces extérieures imperméabilisées via le réseau EP), ...).
Observations : -
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 3 : Déclencheur d'alarme

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6.I-alinéa 3
Thème(s) : Risques accidentels, Pollution
Point de contrôle déjà contrôlé : Oui
Prescription contrôlée : Les capacités de rétention de plus de 1 000 litres sont munies d'un déclencheur d'alarme en point bas, à l'exception de celles dédiées au déchargement. [...].
Constats : Lors de la visite de 2021, l'inspection avait constaté que la sonde était située à une hauteur d'environ 30 cm par rapport au fond de la rétention. L'exploitant avait expliqué que le mauvais positionnement de la sonde s'était produit lors d'une opération de maintenance, et que la personne en charge de cette opération n'était pas au courant que la sonde devait se trouver en point bas. Il était demandé à l'exploitant de mettre à jour ses consignes d'exploitation en conséquence et de veiller à leur bonne connaissance par ses employés. Lors de la visite de 2023, l'exploitant a transmis sa procédure révisée relative au contrôle de la rétention des cuves de la chaîne de traitement de surfaces. A été ajouté à la procédure le fait que le capteur doit être positionné à 10 mm max du fond. Il est prévu d'après la procédure que le contrôle est réalisé semestriellement. L'inspection a constaté que la fréquence annoncée était respectée (cf. extrait du registre 2022 et 2023), que le capteur était positionné en "point bas" de la rétention, et que la personne en charge de la maintenance avait connaissance du positionnement que devait avoir le capteur.
Observations : -
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Limiteur de remplissage de la cuve enterrée

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6.II-alinéa 10
Thème(s) : Risques accidentels, Pollution
Point de contrôle déjà contrôlé : Oui
Prescription contrôlée : [...] les stockages enterrés sont munis de limiteurs de remplissage. [...].
<p>Constats : Le site dispose d'une cuve enterrée d'un volume de 40 m³ dont l'usage est mixte: stockage d'acide usé et rétention en zone de dépotage (capacité requise de 20 m³ pour la rétention).</p> <p>Lors de la visite de 2021, l'inspection avait constaté que le limiteur de remplissage de la cuve enterrée était présent et qu'il fonctionnait correctement (alarme sonore et visuelle). En revanche, l'inspection avait constaté à l'aide du sabre de jaugeage que ce limiteur était réglé pour un volume de 26 m³, ne laissant qu'un volume restant disponible de 14 m³ pour la rétention en zone de dépotage (inférieur à la capacité requise). L'exploitant avait expliqué que le mauvais positionnement du limiteur s'était produit lors d'une opération de maintenance, et que la personne en charge de cette opération n'était pas au courant que le limiteur devait être réglé de manière à laisser une capacité de rétention suffisante. Il était demandé à l'exploitant de mettre à jour ses consignes d'exploitation en conséquence et de veiller à leur bonne connaissance par ses employés.</p> <p>Lors de la visite de 2023, l'exploitant a transmis sa procédure révisée relative au contrôle de la cuve enterrée. A été ajouté à la procédure le fait que le limiteur doit être positionné à 80 cm du fond de la cuve (correspondant à un remplissage d'acide usé d'environ 19 m³). Il est prévu d'après la procédure que le contrôle est réalisé semestriellement. L'inspection a constaté que la fréquence annoncée était respectée (cf. extrait du registre 2022 et 2023), que le limiteur était positionné à moins de 80 cm du fond de la cuve, et que la personne en charge de la maintenance avait connaissance du positionnement que devait avoir le limiteur.</p>
Observations :-
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet